

L'avenir de l'ENA menacé selon Jean-Yves Le Gallou

Article rédigé par *Boulevard Voltaire*, le 05 février 2020

Source [Boulevard Voltaire] Pour ne plus laisser la place qu'au gloubi-boulga des écoles de commerce...

Boulevard Voltaire a interviewé Jean-Yves Le Gallou, ancien haut fonctionnaire et ancien élève de l'École nationale d'administration, après les récents propos de la présidente du jury du concours d'entrée dans cette école.

La présidente du jury du concours d'entrée à l'ENA, Isabel Marey-Semper, vient de jeter un pavé dans la mare en s'inquiétant notamment du faible niveau en économie des candidats. Elle pointe « *la méconnaissance par les candidats de la vie en entreprises, de ce qu'est un modèle économique, la faible culture industrielle et microéconomique, la compréhension parfois trop partielle des enjeux géo-politico-économiques mondiaux* ». Confirmez-vous ce constat ? A quoi est-ce dû ?

Je n'en sais rien. Mais je suis sûr qu'il s'agit d'un constat « téléphoné » pour ne pas dire stupide.

Expliquez-vous !

L'ENA est destinée à recruter des hauts fonctionnaires régaliens (corps préfectoral, corps diplomatique, corps des finances) et des magistrats administratifs (Conseil d'État, tribunaux administratifs) et comptables (Cour des comptes, cours régionales des comptes). Pas des spécialistes de micro-économie ni des start-upers...

Curieusement, d'ailleurs, le gouvernement n'a pas choisi un haut fonctionnaire pour présider le jury du concours mais une femme (forcément une femme), très brillante mais ayant une expérience dans l'industrie (les cosmétiques, les voitures) et la banque. Elle est membre, aujourd'hui, du « comité de gouvernance » d'Aptar, la grande firme de distribution américaine. Le rapport avec les besoins de l'État français ?

S'étonner que des candidats, issus de la fonction publique pour ceux du concours fonctionnaire ou jeunes étudiants pour les autres, n'aient pas l'expérience du monde de l'entreprise, c'est tout simplement bête. Mais cela fait partie de la stratégie de déconstruction de Macron et d'opposition des Français les uns aux autres.

Mais elle dénonce aussi le tropisme social des candidats lors de l'entretien : « *la priorité donnée à la réduction des fractures territoriales et des inégalités et à la lutte contre la précarité* ». Ainsi, pour les candidats, « *les entreprises sont considérées exclusivement comme une source de financement de l'action de l'État par les recettes fiscales* ». Votre réaction ?

Cela fait quarante ans – bien avant la naissance des candidats – que la propagande répète qu'il y a des pépites dans les banlieues et qu'il faut les aider à émerger. Quarante ans que la politique de l'immigration consiste à larguer par hélicoptère des billets sur les cités.

Un candidat à l'ENA qui se hasarderait à émettre un point de vue critique serait immédiatement dénoncé comme issu de la « fachosphère ».

Le formatage vient de Sciences Po, dont l'ENA n'est que le « postérieur glorieux », selon la formule de Chevènement.

Cette école a toujours été une école de conformisme mais le passage de Descoings (le fameux Richie mort dans les bas-fonds new-yorkais) et de Pion a encore aggravé les choses.

Enfin, elle recommande la détection de « *leadership* » lors de la sélection : des candidats « *capables de douter et de remettre en cause leurs idées* » et « *disposant d'un sens éthique et d'une confiance en soi mesurée (ni trop humbles ni trop arrogants)* ». Que proposeriez-vous, vous, pour réformer le recrutement et la scolarité des hauts fonctionnaires ?

Je conseillerais d'abord à cette dame de s'appliquer ses beaux principes à elle-même et de n'être « ni trop humble, ni trop arrogante. Pour l'humilité, elle ne court pas trop de risque !

Quant au *leadership*, je recommanderais de se reporter à la pensée du général de Gaulle pour qui l'Histoire et la culture générale étaient la véritable école du commandement.

L'Histoire et la culture générale sont, précisément, ce que la bande à Macron veut éradiquer puisque, selon lui, « *il n'y a pas de culture française* ». Pour parler comme Renaud Camus, c'est le Petit Remplacement au service du Grand Remplacement.

L'avenir de l'ENA vous paraît menacé ?

Oui, pour substituer à la sélection républicaine la faveur politique et idéologique et la « discrimination positive » en faveur des banlieues de l'immigration. Mais ce n'est pas le plus grave. Au-delà de l'ENA, ce qui est visé, ce sont les deux seules vraies grandes écoles françaises : Polytechnique et Normale supérieure. La sélection par le mérite, la pensée, la culture générale, voilà ce qu'il faut foutre en l'air.

Pour ne plus laisser la place qu'au gloubi-boulga des écoles de commerce, par ailleurs de plus en plus réservées aux enfants de riches et aux minorités ethniques.